



# MACRON, PDG DE L'ENTREPRISE FRANCE À L'HEURE DE LA MONDIALISATION LIBÉRALE

---

9

Il est toujours périlleux de se lancer dans une analyse de la conjoncture.

Les risques sont multiples, depuis le bavardage sans enjeu et donc sans intérêt, la vision tellement partielle et orientée idéologiquement qu'elle empêche toute critique et tout approfondissement jusqu'à la prétention à donner des leçons hors de toute modestie.

**Pourtant, au risque de se tromper, il y a besoin de s'orienter**, particulièrement dans la période actuelle. Il faut arrêter de naviguer à vue, entre le découragement des uns, l'activisme des autres, les incantations sur la convergence des luttes ou la démarcation par la violence.

Macron polarise toutes les détestations sur son nom, et le mouvement des Gilets Jaunes en est l'illustration. On peut dire qu'il y a un côté « normal », de par sa fonction présidentielle. Mais cette fois, on sent que cela va plus loin – quelque chose a changé, mais quoi ?

Tentons une explication, mais en prenant un peu de hauteur, en suivant le schéma suivant :

- p. 10** Rappel de quelques périodes historiques, histoire d'éviter la confusion sur les termes.
- p. 12** Le passage de la mondialisation néo-coloniale à la mondialisation libérale
- p. 14** Les caractéristiques actuelles de la mondialisation libérale et ce qui a changé
- p. 16** Macron, PDG de l'entreprise France dans la guerre économique mondialisée
- p. 18** Mais alors, sur qui compter et quoi faire ?

# L'IMPÉRIALISME ET LA MONDIALISATION

Lorsqu'il écrit « L'impérialisme stade suprême du capitalisme » en 1917, la première motivation de Lénine est de se démarquer des opportunistes qui prétendent voir apparaître une nouvelle « étape » dans la révolution socialiste, justifiant tous les renoncements : avant la révolution, il serait nécessaire de mener une révolution anti-monopoles, en alliance avec le capitalisme traditionnel (on peut presque reconnaître le PC d'aujourd'hui).

Et depuis cette date, c'est toujours l'enjeu d'une lutte féroce contre tous les réformistes qui prétendent que le capitalisme a changé et que donc l'actualité de la révolution doit être reportée. Le problème, si l'on peut dire, c'est que la formule percutante a été prise un peu trop à la lettre, comme si désormais plus rien ne pouvait changer, et que le capitalisme arrivé à son stade ultime était condamné au pourrissement et à l'autodestruction. La réalité historique nous a montré ce qu'il en était : deuxième guerre mondiale, multiplication des conflits régionaux, crises économiques et plans d'ajustement structurels en cascade, en fait le capitalisme à l'époque de l'impérialisme se transforme, s'adapte, surmonte provisoirement ses crises tout en créant les conditions de la crise suivante, toujours au détriment de la classe ouvrière et des peuples du monde.

Car si les fondements de l'impérialisme mis à nus par Lénine sont toujours là, et bien valables, la forme de la domination a bien changé depuis cent ans.

## CAPITALISME ET IMPÉRIALISME

Rappelons quelques fondamentaux du matérialisme historique (sans développer ici).

Dans l'histoire de la société humaine, l'organisation sociale, organisée initialement sur la base du communisme primitif, va évoluer peu à peu sous le fait des progrès techniques, de la pénurie de ressources et de l'organisation sociale, vers l'esclavagisme, puis le féodalisme (avec ses variantes archaïques ou absolutistes, sans parler des variantes mal étudiées comme le mode de production asiatique) et le capitalisme lors de la révolution bourgeoise à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, d'abord au Pays-Bas et en Angleterre, puis dans le reste du monde. La Révolution française de 1789 et la prise de la Bastille en sont les moments symboliques clés.

À partir de la révolution industrielle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle le mode de production capitaliste envahit toute la planète pour aboutir à sa domination totale et à son stade « suprême ».

Lénine écrit :

« (...) Le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est pas encore appropriées aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.

Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. »

Sans rentrer dans les détails, chacun peut facilement constater que les grandes lignes de l'impérialisme définies par Lénine sont toujours d'actualité, et en ce sens, le caractère « suprême », ou « ultime » du capitalisme est bien toujours vérifié.

## MONDIALISATION ET IMPÉRIALISME

Il y a longtemps eu confusion sur les termes, en assimilant la mondialisation à l'impérialisme décrit par Lénine. Or il n'en est rien.

La mondialisation commence à l'origine de la civilisation, avec les déplacements de population et avec l'apparition et le développement de l'échange marchand (bien antérieur au capitalisme).

Dès l'antiquité, la mondialisation apparaît. On peut lire par exemple cette description au musée de la romanité à Nîmes :

« Une fois leur domination totalement établie sur la Méditerranée, les Romains garantissent par la loi le principe de liberté de navigation et la circulation sûre des marchandises, et ils exemptèrent de tout impôt les navires qui transportaient du froment et autres denrées alimentaires.

La facilité des communications maritimes entre toutes les rives de la Méditerranée et des échanges de marchandises et de personne favorisa la romanisation de l'Empire, avec un large phénomène d'osmose qui permit une unification inédite sur le plan économique, monétaire et linguistique. Bien entendu, l'échange ne fut pas à sens unique mais parfaitement réciproque et il entraîna la formation d'une société très variée sur le plan culturel, cosmopolite et multiethnique.

Les flux commerciaux n'étaient pas seulement limités aux frontières de l'empire. Pour importer surtout des produits de luxe, symbole de réussite sociale de plus en plus demandés par une société dont les différences de classe se basaient sur le patrimoine, les trafics commerciaux s'étendirent vers le nord jusqu'aux pays Baltes pour les peaux et l'ambre, et vers l'Orient jusqu'à la péninsule arabique, la Chine et l'Inde, des pays d'où provenaient l'encens, les parfums, les perles, les pierres précieuses, les épices, la soie, les viandes et les poissons rares, les fruits exotiques, l'ébène, les onguents ».

Ainsi, c'est dès l'Antiquité et les sociétés esclavagistes que la mondialisation commerciale se développe.

Elle se poursuit au Moyen-Age et à l'époque de la société féodale du XVI<sup>e</sup> siècle, avec les Grandes Découvertes et le pillage éhonté qui suivit, et fut une base d'accumulation primitive à l'apparition ultérieure du capitalisme. Par exemple, ce sont 185 tonnes d'or et 16000 tonnes d'argent qui ont été extorquées à l'Amérique Latine par les conquistadores, qui ont servi à rembourser les dettes des Espagnols auprès des banquiers hollandais et donc permis des investissements massifs dans l'industrie naissante. Autre exemple, le marchand vénitien Marco Polo et ses voyages vers la Chine à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle pour établir des relations commerciales avec des puissances lointaines.

L'apparition progressive du capitalisme à partir du XVII<sup>e</sup> siècle amène une première transformation dans la mondialisation. On passe de l'échange marchand à l'exploitation de la main d'œuvre dans les mines, les exploitations agricoles et donc au retour de l'esclavage, organisé en tant que système productif le plus rentable (et non plus l'esclavage primitif qui avait un autre sens). Dans le même temps, le colonialisme se développe sur toute la planète, avec l'apparition des colonies sur tous les continents par les grandes puissances de l'époque, essentiellement Espagne, Portugal, Pays-Bas, France et Angleterre (on trouve aussi à une moindre échelle la Belgique, l'Italie, l'Allemagne).

Le monde est partagé par les puissances étatiques qui veulent profiter des matières premières et de la main d'œuvre locale, favoriser l'installation des grandes exploitations agricoles ou industries locales, des monopoles commerciaux, directement liés à la métropole. La grande bourgeoisie capitaliste en constitution est d'emblée mondialiste, sur une base coloniale.

C'est la « grande époque » du colonialisme, qui va durer jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle et qui sera peu à peu mis à bas par la lutte des peuples pour leur libération, débutée dès l'occupation coloniale.

L'apparition de la phase impérialiste du capitalisme va à nouveau provoquer des changements dans la mondialisation, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le système de domination impérialiste transforme la domination coloniale, en permettant des indépendances politiques formelles, mais en maintenant la domination économique via les bourgeoisies locales, soit compradore directement liée à l'impérialisme (import/export, banques et finances, propriétaires fonciers), soit bourgeoisie bureaucratique liée à l'appareil d'Etat local qui cherche à négocier une part du gâteau à son profit plus importante, dans un jeu d'équilibre entre les diverses puissances concurrentes, mais toujours dans le cadre du système impérialiste mondialisé. Les grands monopoles industriels et financiers envahissent la planète dans le cadre des « chasses gardées » issues du colonialisme, à la recherche de gains de productivité accrus dans la guerre économique qui se mondialise.

C'est une réalité connue et décrite en partie par Lénine, qui s'amorce d'ailleurs dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle en Amérique Latine avec les indépendances politiques, qui vont ensuite servir de laboratoire politique pour l'Afrique et l'Asie.

Cette époque de la mondialisation, on pourrait la caractériser de néo-coloniale. A savoir que la mondialisation se développe à partir d'un système colonial pré-existant (« la possession monopolisée de territoires » Lénine T22, p287), sous contrôle d'un système fortement étatique. La puissance impérialiste protège directement et ouvertement les intérêts de ses monopoles nationaux dans ce qui apparaît comme des « chasses gardées », mais on passe de la domination territoriale à la domination économique, renforcée par les accords militaires, la formation des élites politiques, les liens techniques et commerciaux. Les liens sont permanents entre les bourgeoisies de la métropole et des pays dominés, c'est la grande époque de la Françafrique, les coups d'état US en Amérique Latine etc.

C'est cette phase de transition qui va encore changer à partir des années 90, pour passer à la phase de la mondialisation libérale.

# LE PASSAGE DE LA MONDIALISATION NÉO-COLONIALE À LA MONDIALISATION LIBÉRALE

Le long rappel précédent avait une raison : montrer que si nous vivons toujours à l'époque de l'impérialisme, la forme peut changer selon les périodes, et que cela amène à des changements dans la forme et la nature du combat. On ne peut pas en rester arc-boutés sur les descriptions de Lénine à son époque, en imaginant qu'il a déjà la réponse à nos questions, même si les grandes lignes qu'il a établies sont toujours vérifiées. Quelles sont donc les causes profondes à ce changement des années 90, qui se déroule à l'échelle de la planète ?

## DE MAI 68 ET LA GUERRE DU VIETNAM À LA CRISE

Ces années sont celles de **l'apogée de la mondialisation néo-coloniale**, dans la foulée de la reconstruction de l'après-guerre, et avant son déclin. C'est l'époque des grands travaux (en France le nucléaire, les autoroutes, le TGV) d'infrastructure, de l'industrie florissante, de l'explosion de la chimie et de ses produits miracles (phytosanitaires, médicaments, plastiques), c'est l'exode rural massif et l'immigration, c'est le capitalisme productiviste de la société de consommation de masse (bagnole, télévision) qui s'impose comme modèle dominant.

La domination des puissances impérialistes sur les pays dominés est écrasante et sans partage, mais c'est la grande époque des indépendances politiques des pays du tiers monde : la moitié de ces indépendances ont lieu entre la fin de la deuxième guerre mondiale et 1979. Les affrontements mondiaux se font entre blocs, l'URSS étant redevenue une puissance impérialiste appuyée sur un capitalisme d'Etat issu de l'échec de la révolution socialiste avec la formation d'une nouvelle bourgeoisie d'état.

Outre ce qui apparaît comme un miracle économique (« les 30 Glorieuses », mais pas pour tout le monde, c'est la misère dans les pays dominés), cette période paraît porteuse d'espoir et de contestation.

- Révolution portugaise et chute des colonels en Grèce en 1974, victoire au Vietnam en 1975, des Sandinistes au Nicaragua en 1979, grèves de Gdansk en Pologne en 1980, apparition des Brigades Rouges en Italie en 1978, l'ordre impérialiste ancien est bousculé par les révoltes qui se répandent sous de multiples formes.

- Les révoltes dans le monde autour de Mai 1968 (Europe, Afrique, Japon, Etats-Unis) apportent une première rupture avec le mode de consommation et le moule idéologique proposé par l'impérialisme. C'est

la contraception et l'avortement (procès de Bobigny 1972), la première Gay pride (1977), la contestation de l'armée et du nucléaire (Plogoff 1978 Creys Malville 1977), des interventions impérialistes. Sous la pression des luttes anti-coloniales, c'est la contestation du pacte social issu de la guerre et d'un prétendu miracle économique. C'est également, après les sacrifices de la reconstruction d'après-guerre, la demande d'une part du gâteau plus importante pour des secteurs populaires qui restent souvent dans des situations financières très précaires.

Avec deux énormes paradoxes :

- Les luttes des peuples semblent partout victorieuses, alors qu'elles masquent des défaites sévères : l'apparition des économistes américains ultra-libéraux (les « Chicago Boys ») derrière le coup d'Etat au Chili (1973), dont l'importance comme laboratoire capitaliste ne sera comprise que bien plus tard ; de même que le retour de la Chine sur la voie capitaliste (1976) va donner un coup très dur aux espoirs portés par le communisme.

- Le modèle économique qui commence à être contesté par la jeunesse et le mouvement ouvrier est lui-même en bout de course : construit sur l'expansion de la reconstruction de l'après-guerre et le pillage colonial, il arrive en butée. Les gains de productivité ne sont plus suffisants pour la rentabilité du capital, la concurrence devient effrénée alors que tout l'espace est désormais occupé. La crise pétrolière de 1974 et le début de la crise économique à la même époque (sidérurgie, textile, BTP) ouvrent une nouvelle période, moins « glorieuse »... On peut ainsi dire que Mai 1968 s'achève avec les grandes grèves de la fin des années 70... L'idée du « repartage des richesses » commence à n'être qu'un mirage.

## LES ANNÉES 80, ET LA CRISE CAPITALISTE

La crise capitaliste impose ses règles du jeu, sans que la bourgeoisie en mesure encore l'importance, et elle s'adapte donc empiriquement tant bien que mal aux changements d'où par exemple la forte inflation du début des années 80.

C'est l'époque des ajustements structurels dans les pays dominés (Sénégal 1984, Argentine 1985), de Thatcher et de la grève des mineurs en Angleterre (1984), des restructurations massives dans le privé (sidérurgie, automobile), des délocalisations, de l'explosion du chômage, de la précarité, de la flexibilité.

C'est l'époque de la mise en place de l'Europe économique pour tenter de résister à la crise (Schengen 1985, acte unique 1987), avec la libre circulation des marchandises, des capitaux, des personnes, mais la mise en place du contrôle aux frontières. C'est aussi la Politique agricole commune, avec les quotas de production, et l'intensification et la capitalisation massive de l'agriculture pour lui permettre de rester compétitive au niveau mondiale : la population agricole (qui représentait plus de 30% de la population active à la fin de la guerre) tombe à 7,7%.

L'immigration apparaît sur la scène politique et sociale, avec la grève des foyers Sonacotra en 1979, la grève des OS à Renault en 1973 comme à Talbot la même année. Les maoïstes y défendent le caractère unitaire, multinational et multiculturel de la classe ouvrière.

Le réformisme fait faillite sous toutes ses variantes, après la trahison syndicale de 1968. Construit sur la négociation conflictuelle du partage des miettes de l'après-guerre (programme du CNR), il n'a plus rien à proposer de fondamentalement différent face à la crise fondamentale du capitalisme. C'est la rigueur de Mauroy, premier ministre socialiste, en 1983, la chute du mur de Berlin en 1989. Le PC s'effondre, l'abstention politique explose, le FN apparaît (Dreux 1983), et c'est la rupture entre la gauche réformiste et l'immigration entre les déclarations de Mauroy contre les Ayatollahs durant la grève à Talbot et le bulldozer du PC à Vitry en décembre 1980. L'extrême-gauche, dont le mouvement marxiste-léniniste s'effondre à partir de la fin des années 70.

**En fait à cette époque, c'est la crise qui s'impose, et le constat que la superstructure politique et idéologique issue de l'après-guerre (partis traditionnels, mode de pensée, consensus idéologique) n'est plus adaptée aux changements dans la base économique, à la crise et les restructurations qu'elle entraîne.**

**C'est la confusion, y compris dans le camp de la bourgeoisie.**

## LES ANNÉES 90, CONFUSIONS ET HÉSITATIONS

La crise suit son chemin, inexorablement. La concurrence et la guerre économique s'accroissent, et les capitalistes sont forcés de s'adapter, partout dans le monde.

C'est la poursuite massive des plans d'ajustement structurels, 41 en Afrique (dont la dévaluation du franc CFA en 1994), 20 en Amérique Latine, 14 en Asie, 11 en Europe.

L'ancien ordre mondial explose dans la première Guerre du Golfe (1991) et la guerre en Yougoslavie (1992-1995). Les accords d'Oslo laissent croire à la paix en Palestine, évidemment il n'en est rien. Et le

génocide au Rwanda (1994) rappelle l'implication des grandes puissances impérialistes – et avant tout la France – dans les conflits dits ethniques.

C'est la poursuite des réformes de la Politique Agricole Commune, la baisse des prix garantis, la crise de la vache folle. Avec le traité de Maastricht (1992), la directive sur les travailleurs détachés (1996), l'Europe poursuit sa restructuration pour résister dans la compétition mondiale, et l'unité l'emporte encore sur les divisions.

C'est toujours la poursuite des restructurations économiques dans le privé, l'extension massive dans le secteur public (La Poste), la généralisation de la sous-traitance, le renforcement de la précarité et de la flexibilité.

Au niveau technologique, c'est l'apparition d'Internet (1994), d'Amazon (1995), de Google (1998) : de nouveaux moyens technologiques se mettent en place pour accélérer le fonctionnement du capitalisme, en particulier au niveau de la finance, de la logistique et des transports – le domaine de la circulation du capital.

La bourgeoisie se cherche, s'unifie politiquement et idéologiquement, il n'y a plus de vraie différence entre droite et gauche : c'est l'époque des cohabitations Mitterrand-Chirac, Mitterrand-Balladur, Chirac-Jospin. Après le PC, la social-démocratie rentre en phase avancée de décomposition. Le FN s'installe.

La crise s'approfondit et s'étend à tous les domaines. Après les mesures d'urgence et empiriques des années 80, ce sont des plans d'ajustement structurels systématiques qui sont mis en place pays par pays, secteur par secteur, décuplés par la digitalisation de la société. Mais c'est encore la confusion au plan politique, le vieux cadre subsiste.

Avec l'échec du réformisme politique, c'est l'expansion de l'anarchosyndicalisme (décrochage CGT-PC, apparition des SUD, coordinations), le réformisme du capitalisme à visage humain, relooké par les sujets d'actualité (écologie après Tchernobyl-1986, le protocole de Kyoto-1992, la création d'EELV-1995). Le réformisme nouveau tente de se construire sur les ruines de l'ancien.

Le nationalisme, le racisme, le rejet de l'Europe se développent, comme réaction de peur de la petite-bourgeoisie face à la mondialisation qui s'accroît.

**Durant les années 90, la crise s'approfondit et touche désormais tous les secteurs de l'économie, alors que l'ancien ordre mondial explose. Les plans d'ajustement structurels sont partout, décuplés par l'apparition de l'informatique.**

**Au plan politique, c'est la convergence politique de tous les partis bourgeois dans tous les domaines (économie, immigration), sans qu'ils réussissent à faire émerger une nouvelle modernité bourgeoise.**

# LES CARACTÉRISTIQUES ACTUELLES DE LA MONDIALISATION LIBÉRALE ET CE QUI A CHANGÉ

## LES ANNÉES 2000-2010

Après les hésitations des années 80 et 90, la mondialisation libérale s'installe véritablement.

La situation mondiale est de plus en plus instable, avec les guerres régionales Afghanistan, Irak, l'Afrique, la Syrie, la Lybie, la guerre au Sahel et au Soudan, le printemps arabe et son échec (2011). La Chine concurrence ouvertement les USA et avec l'apparition de Poutine (1999), la Russie agressive est de retour sur la scène mondiale.

On rentre dans la phase dite de « globalisation », c'est-à-dire la fin des chasses gardées, l'interpénétration des économies, la financiarisation, la production décentralisée et éclatée, la digitalisation élargie, la tendance à l'effacement des frontières, renforcée par l'impact croissant des questions écologiques (climat, eau, pollutions etc.).

Cette globalisation va de pair avec l'accélération du cycle de la rotation du capital : libéralisations, production (flexibilité des outils de production, NTIC et digitalisation numérique, main d'œuvre) et circulation (transports, flux financiers, NTIC, délocalisations). Cela correspond à une nécessité pour le capital qui voit de moins en moins à long terme, les instabilités se répercutent en cascade. Pour limiter les risques, il faut rentabiliser le plus vite possible. D'où d'ailleurs les cahots de la crise financière de 2008 quand ça va trop vite...

Les alliances et les blocs d'après-guerre éclatent, et on revient sur les relations internationales bilatérales pour plus de flexibilité et de libéralisme dans la compétition économique mondialisée. D'ailleurs, l'Europe suit dans le même chemin, avec la marche forcée au libéralisme, l'Euro, l'ouverture des marchés publics à la concurrence, la concurrence libre et non faussée, la directive Bolkenstein, le traité de Lisbonne. Mais qui dit plus de libéralisme dit moins de contraintes, et les contradictions s'approfondissent, ouvrant la porte au Brexit, au retour du nationalisme et à la crise des migrants.

Du point de vue social, c'est la catastrophe. La flexibilité individuelle (précarité) et collective (sous-traitance) deviennent la norme, il n'y a plus de repartage possible de miettes qui n'existent plus. On voit même apparaître les retours en arrière, c'est-à-dire le non-respect d'accords sociaux antérieurs : fermeture de Continental malgré les promesses (2009), Référendum sur le retour aux 39h à Smart Molsheim (2015), General Electric qui ne tient pas ses promesses d'emploi à Alstom Belfort (2018), remise en cause des 35h à PSA Vesoul (2018), fermeture de Ford Blanquefort (2019). C'est-à-dire qu'il n'y a plus de consensus social reconnu. Pourtant ce sont des fortes années de lutte sociale

(Lu-Danone en 2001, automobile 2009) qui se terminent sur un constat d'échec (loi El Khomri en 2016). La convergence des luttes n'est plus qu'un mot d'ordre creux, la CGT n'a plus d'orientation structurante, et est minée par les querelles de clans en interne. Les tentatives de rapports privilégiés Sarkozy-CGT puis Hollande-CFDT pour gérer les contradictions sociales sont un échec, alors qu'apparaissent des luttes interclassistes confuses comme les Bonnets Rouges en 2013, avant les Gilets Jaunes de 2019. Le système politique finit de se décomposer : après l'échec de Jospin en 2002, le PS tombe en ruines sous Hollande, entre les affaires Cahuzac en 2012, les Frondeurs en 2014 – ce n'est qu'en 2008 que Mélenchon quitte le PS tellement ce n'était plus possible. Du côté Sarkozy c'est la même chose avec le financement lybien en 2007, l'affaire Tapie en 2008. Le vote NON au référendum de 2005 alors que tous les partis appellent à voter OUI va sanctionner cette décomposition. C'est l'époque où apparaissent Valls et Macron, représentants du futur du capitalisme...

**Ainsi, après les années 90, les caractéristiques de l'évolution du capitalisme en crise se précisent : globalisation mondialisée, immédiateté et accélération du cycle du capital, donc instabilité croissante et aveugle, individualisme, particularité et adaptation flexible comme conséquence. La superstructure bourgeoise a atteint le fond de la décomposition politique, il y a une nécessité visible du renouvellement. Le réformisme traditionnel du repartage des richesses bute sur la crise, il n'y a plus de miettes à partager, et le réformisme politique est liquidé. L'anarchosyndicalisme de la grève générale a fait la preuve de son échec. La tendance générale est à la réaction. Il n'y a plus de perspective et de projet de transformation sociale.**

## EN RÉSUMÉ, OÙ EN EST-ON ?

Au niveau de la base économique et sociale, quelles sont les caractéristiques de la mondialisation libérale :

- Individualisation, parcellisation du processus de production, à toutes les échelles
- Faire tomber les frontières, globalisation de l'économie – tout en maintenant des Etats nationaux comme support des monopoles mondiaux (logistique, brevets, système éducatif et formation, système bancaire et financier)

- La dialectique monopoles globalisés et rôle des Etats change : les chasses gardées n'existent plus, les monopoles mondialisent leur activité productive (sous-traitance, parcellisation)
- La mondialisation du mode de vie et de pensée, via la consommation et les réseaux sociaux.
- La flexibilité du système économique, adaptation, précarité, sous-traitance, délocalisations, flexibilité des horaires.
- Désindustrialisation de la France impérialiste, avec spécialisation vers les services, le tourisme...
- Accélération des mouvements de population, des migrations etc. Aujourd'hui, les migrants représentent

3,5% de la population mondiale, le nombre a doublé en 30 ans, essentiellement dans les pays développés, a diminué dans les pays en voie de développement.

- Accélération, transports, NTIC, finances

Il y a par ailleurs des facteurs nouveaux qui viennent perturber les prévisions capitalistes, alors même qu'elles sont en fait étroitement liées au passé récent du capitalisme mondialisé :

- Les changements climatiques

- Les pollutions mondialisées

- Envahissement de la chimie (catastrophes industrielles, phytosanitaires, médicaments, plastiques, OGM...) et des nouvelles technologies (NTIC).

# LA SOUS-TRAITANCE C'EST L'HORREUR ECONOMIQUE DE L'IMPERIALISME MONDIALISE



# C'EST LE CAPITALISME QUI EST PENIBLE !

OCML VOIE PROLETARIENNE



OCML-VP.ORG |   @OCMLVP



## MACRON, PDG DE L'ENTREPRISE FRANCE DANS LA MONDIALISATION LIBÉRALE

L'élection de Emmanuel Macron est le saut qualitatif que la bourgeoisie attendait au niveau de la superstructure, pour adapter celle-ci à la base économique de la crise du capitalisme. Après 40 ans d'hésitations et de retard, ce n'est pas l'homme providentiel, mais le représentant des intérêts de la grande bourgeoisie à l'heure de la mondialisation libérale, enfin libéré du carcan du passé.

### AU NIVEAU ÉCONOMIQUE

Macron et son gouvernement, c'est finalement un Thatcher à la française, trente ans après celle-ci, avec le même motif : « There Is No Alternative », il n'y a pas le choix. La conviction ferme qu'il faut réformer l'impérialisme français sans mollir et sans concessions, qu'il n'y a plus de miettes à partager. En ce sens, c'est une bascule par rapport à tous les gouvernements précédents, quoiqu'ils aient tous préparé le terrain (on n'a pas oublié Macron ministre de Hollande).

Macron, c'est la modernité de la mondialisation libérale, donc la défense intransigeante de l'Europe du capital contre les nationalismes – dont il sait se faire un champion en paroles contre Orban et le Brexit tout en étant excessivement prudent dans le concret : pas question d'ouvrir les frontières aux migrants comme a pu le faire Merkel !

Au plan français, ce sont donc l'enchaînement des « réformes » à la hussarde, qu'il convient de rappeler : la deuxième Loi travail et les ordonnances Macron (31/08/2017), la réforme des retraites (en cours), a loi santé et la réforme de l'Hôpital (16/07/2019), la loi asile immigration (10/09/2018) et le futur durcissement de celle-ci, la loi Blanquer pour une Ecole de la Confiance (27/08/2019), le maintien du glyphosate et de la centrale de Fessenheim, toutes ces réformes ont le même objectif. S'adapter, uniformiser par le bas, sélectionner, redonner compétitivité à l'impérialisme français dans le nouveau contexte mondial. Du même ordre, c'est l'abandon pur et simple des secteurs industriels comme Ford, Alstom, GM et S, Ascoval pour la spécialisation dans les services, le tourisme, les finances, la banque et les assurances.

A l'occasion de ces réformes, Macron a réduit à l'impuissance le réformisme syndical, celui qui veut grappiller quelques miettes en échange de sa reconnaissance : il n'y a plus rien à négocier, et même le paritarisme, saint graal de la collaboration de classe est désormais questionné...

En fait, Macron a opéré une bascule dans les alliances de classe de la grande bourgeoisie établies à la sortie de la guerre : abandon de la paysannerie dans son ensemble

(qui ne représente d'ailleurs plus que 3% de la population active) pour choisir l'agro-industrie mondialisée (la FNSEA), fin de l'alliance avec la petite bourgeoisie traditionnelle (commerçants, artisans), avec les directions syndicales (aristocratie ouvrière, bureaucratie, petite bourgeoisie salariée moyenne comme les enseignants) pratiquée par les gouvernements précédents. En fait, fin de l'alliance avec les secteurs traditionnels du repartage des richesses, du renforcement de la démocratie et de la justice sociale via l'Etat, en gros fin du Pacte social national qui datait de 70 ans, la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et l'alliance communiste et gaullistes réunis. Son alliance, est désormais réduite aux secteurs supérieurs de la petite-bourgeoisie libérale ou salariée en plein développement avec l'évolution de l'impérialisme (cadres). Le tout doublé d'un souverain mépris pour les secteurs populaires.

### AU NIVEAU SOCIAL

Macron a eu d'autant moins de mal à basculer au niveau des alliances de classe qu'il a fait l'analyse que dans l'immédiat, le mouvement social n'est plus un risque pour la bourgeoisie, muselé par la peur, la flexibilité et le chômage, par l'échec de l'anarchosyndicalisme, l'impuissance syndicale et l'absence de perspectives. L'échec des mouvements récents (deux lois travail, réforme de la SNCF, instauration de Parcours Sup), et la mobilisation moyenne des derniers mois ne l'inquiètent pas.

Pourtant, le mouvement social ne cesse pas. Des conflits durs se poursuivent à Ford, à la Poste du 92, chez les sans-papiers et dans le nettoyage, dans la santé aux Urgences, dans les EHPAD ou parmi les infirmières. Même les Gilets Jaunes, pour spectaculaire, déterminé et radical que soit le mouvement et le dévouement de ses militants, se révèle assez impuissant faute d'objectifs clairs. En outre, il est partagé entre une partie minoritaire qui cherche de nouvelles formes d'organisation (Assemblée des assemblées) et une majorité qui refuse de manière malade toute forme d'organisation, contre la starification des représentants et la délégation du système électoral.

La politique de Macron est celle d'un patron sûr de lui, qui fait l'analyse que le mouvement social n'est pas à l'heure actuel un danger : il se désintéresse des luttes en les laissant pourrir (15 mois à la Poste des Hauts de Seine, un an pour les Gilets Jaunes), sans même chercher à s'y opposer frontalement.

Cela dit, et pour relativiser quand même, il surveille la situation du coin de l'œil pour éviter un coup de colère

imprévisible susceptible de s'élargir en mouvement généralisé, d'où sa prudence sur la question des retraites. D'un autre côté, il ballade les réformistes syndicaux – Martinez est pathétique en train de quémander un débat sur les retraites dont Macron veut bien, mais sans rien lâcher de concret.

Quant à tout le secteur combatif, cristallisé autour du mot d'ordre de la convergence des luttes opposée à la lutte au cas par cas et aux journées d'action, s'il a raison sur le fond, il n'a pas compris la réalité de la situation sur laquelle s'appuie Macron : faute de perspective politique et de projet social, c'est le découragement et la résignation qui s'imposent. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : il n'y a plus de perspective d'avenir, et le rêve fumeux de revenir au programme du CNR issu de la résistance ne correspond évidemment plus à l'époque de la mondialisation libérale et de la guerre économique mondialisée. Quant au « développement humain durable » de la CGT, version moderne du capitalisme à visage humain, personne ne peut y croire, tant la réalité de la guerre économique mondialisée s'impose à tou(te)s. Seule une issue révolutionnaire peut commencer à changer les choses...

Par ailleurs, la situation des classes a changé. La classe ouvrière est passée de 40% à 20% de la population active en 40 ans, et la désindustrialisation continue de faire des ravages. Plus grave, les partis qui se disent de gauche (mais bourgeois en réalité) ont validé la disparition de cette délimitation fondamentale, via des formules floues dont l'achèvement est « les gens », porté aussi bien par le PC que la France Insoumise. On n'est même plus au stade des « travailleurs » en général, on est sur « les gens opposés à l'oligarchie ». C'est-à-dire tout le monde dans le même sac, de l'OS sans-papier au cadre supérieur, en passant par le paysan riche et l'avocat, le prof d'université et l'assistante à domicile... avec des intérêts supposés identiques.

Tout cela a laissé le champ ouvert à la prise de pouvoir de la petite-bourgeoisie intellectuelle dans le mouvement social : enseignants, travailleurs sociaux, médias et communication, culture et art, universitaires etc. Ceci est lié d'une part à la hausse de la part de la petite-bourgeoisie dans la population active, d'autre part à l'arrivée de couches salariées issues du prolétariat, en particulier de l'immigration, fortement revendicatives de par leur histoire (la classe ouvrière) et leur situation vécue (le racisme en particulier).

Mais quelque part l'habit fait le moine, et faute d'un encadrement de classe solide aujourd'hui absent, ces couches sociales se radicalisent essentiellement sur plus de justice sociale, plus de démocratie et plus de reconnaissance de leur place dans la société, laissant de côté le combat anticapitaliste contre l'exploitation, **car le capitalisme n'est pas d'abord un système de domination antidémocratique, c'est d'abord fondamentalement un système économique d'exploitation.**

Le « système Macron » repose sur l'échec des partis traditionnels issus du passé.

En Marche n'est qu'un pseudo parti sans programme, ce qui correspond aux caractéristiques de la période : il n'y a pas d'alternative, donc pas vraiment besoin de réfléchir, il faut être flexible, rapide, s'adapter très vite en navigant à vue, le tout sans s'embarrasser de promesses ni de négociations. Tout le monde a bien entendu, si l'on ose dire, le silence du MEDEF depuis l'arrivée de Macron, il a trouvé son gouvernement... L'État est renforcé, mais en tant que système régalienn d'une part (Armée, police, justice), et de support logistique au grand capital : abandon de l'illusion universaliste dans l'éducation pour renforcer la sélection (réforme Blanquer), politique de recherche et de brevets, renforcement de la place des PME (startups) à côté des grands projets (Airbus, nucléaire, armement). L'ancien Pacte social a été jeté aux orties, nous l'avons dit. Le pacte social de Macron, c'est Castaner, et la répression tous azimuts. La répression contre tous les empêcheurs d'exploiter en rond, chez les Gilets Jaunes, parmi les syndicalistes, les jeunes de banlieue, les écologistes radicaux. Il s'agit de faire peur, museler toute résistance, et la violence d'État se renforce en prenant un tour systématique.

Il y a certes eu les morts de mai 68, mais c'était dans le cadre d'un vrai soulèvement populaire généralisé. Il y a eu Malik Oussekiné avec Pasqua, il y a eu Rémi Fraisse avec Cazeneuve, on peut dire qu'il s'agissait de « bavures » d'État localisées. Désormais avec les armes de guerre civile intérieure, LBD et grenades, avec les corps spéciaux comme la BAC, la répression peut tuer, mutiler ou blesser gravement à une échelle de masse. Ce sont des procès par milliers, des emprisonnements fermes par centaines, des mutilés par dizaines.

La répression est d'autant plus féroce que le corps de la police est largement traversé par les courants ultra-réactionnaires (on parle 50% de vote FN dans la police et l'armée), et que l'État leur laisse la bride sur le cou, pour éviter aussi une fronde dans ce corps indispensable à cette étape de la restructuration de l'impérialisme.

En fait, dans la mesure où la mondialisation libérale « impose » quelque part ses règles du jeu, il n'y a plus de place à la discussion, la négociation, le compromis. Ne reste que le bâton pour faire rentrer de force ce qui ne veut pas rentrer.

Néanmoins, le « système Macron » ne vit pas hors sol. Dans la mesure où le système politique est la démocratie bourgeoise et pas la dictature ouverte, il a besoin pour se maintenir d'un relatif appui politique et idéologique. Et après quelques tâtonnements, il joue plusieurs cartes.

- La PMA pour toutes en premier lieu, pour calmer un secteur féministe bourgeois et se donner une image progressiste, à l'heure où le mariage pour tous est rentré dans les mœurs.

- Dans les campagnes, il caresse dans le sens du poil les chasseurs, en divisant par deux le prix du permis et en retirant certaines espèces de la protection animale.

- A la suite de Sarkozy et Hollande, il joue à fond de l'aubaine « anti-terroriste » pour justifier toutes les mesures répressives, réactionnaires, racistes et islamophobes ;

- Et le discours récurrent de la chasse aux migrants et du racisme bourgeois, en reprenant une nouvelle fois les vieilles antiennes contre le droit d'asile, les régularisations, l'islamophobie vulgaire à la suite des attentats, de la chasse aux sans-papiers. Bien sûr c'est caresser dans le sens du poil le FN et son électorat instable. Mais pas seulement. C'est aussi caresser la droite traditionnelle, mais aussi le PC (son secrétaire Fabien Roussel vient de faire le 21 septembre une déclaration incroyable en donnant des conseils pour arrêter l'immigration...), ce qui reste du PS (Valls a encore des partisans) et bien d'autres dans tous les partis. Car derrière le racisme anti-migrants, il y a le nationalisme, support politique et idéologique

indispensable à l'heure du libéralisme et de la concurrence effrénée qu'elle entraîne.

## AU NIVEAU IDÉOLOGIQUE

L'idéologie macronienne tient en quelques lignes :

- « Il n'y a pas d'alternative », c'est ça ou le déluge.
- La compétition, la concurrence et la réussite individuelle. L'individualisme de fait le cœur du capitalisme mondialisé et du macronisme.
- Le mépris ouvert pour le peuple.
- Un national-patriotisme soft contre tous les ennemis économiques et politiques, comme ciment de l'unité nationale.
- Le discrédit de tout le système politicien passé, tout en cherchant à établir un système de régulation via En Marche pour étouffer l'apparition de concurrents encombrants. Ce qui explique la polarisation contre le FN, à la bonne école de Mitterrand, pour s'en faire un meilleur ennemi lui garantissant son maintien en place.

## PARTIE 5

# QUELLE OPPOSITION ?

Il a fallu toute ces pages pour arriver à expliquer (un peu) la nature profonde du système macronien, et en quoi il correspond tout à fait à l'évolution de l'impérialisme français, dans sa nouvelle phase de la mondialisation libérale. Mais alors, comment faire et sur qui compter ?

### OÙ EN SONT LES RÉFORMISTES ET LES MILITANTS RADICAUX ?

On ne s'attardera pas trop sur les réformistes traditionnels syndicaux et politiques (CGT, PC, FI) dont nous avons longuement parlé au fil du texte.

On ne s'attardera pas non plus sur les réformistes radicaux (SUD, NPA, UCL...) qui revendiquent toujours un « meilleur partage des richesses », à l'heure où l'impérialisme a décidé une fois pour toutes de se les accaparer toutes, et où le seul enjeu pour la classe ouvrière est l'autodéfense au quotidien sur ses intérêts propres, et sa préparation à la révolution. Aujourd'hui encore plus qu'hier, ce n'est pas le partage des richesses que nous voulons, mais toutes les richesses ! Ce discours est d'ailleurs doublé d'incantations à la convergence des luttes et à la grève générale, certes justes « en principe », mais assez hors de propos dans la période actuelle.

On ne s'étonnera donc pas trop du discrédit politique, du rejet de toute organisation, comme on le voit parmi les Gilets Jaunes. Et faute de miettes à grappiller, faute de projet, faute d'organisation, faute aussi de mémoire du passé, les militants les plus radicaux imaginent que

c'est la violence qui va jouer de facteur de démarcation en lui-même, par le fait. Les Blacks blocks ont impressionné, mais ils ont aussi fait la preuve de leur impuissance à agir par eux-mêmes, indépendamment des réformistes dont ils cherchent au mieux à détourner et radicaliser les actions. Par ailleurs, ils n'ont aucune volonté de rallier la masse des opposants, incapables de s'engager dans de telles action.

Le phénomène le plus significatif de ces dernières années est l'émergence de deux questions très importantes

- La question de l'égalité des droits en termes de genre (sexisme, homophobie, lutte contre le patriarcat, contre les féminicides), et en termes de racisme (sans-papiers, migrants, islamophobie, diverses formes de racisme). Ces mouvements sont pour l'essentiel portés par des militant(e)s qui se situent sur le terrain de la démocratie et du combat contre l'injustice, sans savoir faire le plus souvent le lien avec l'exploitation capitaliste qui est le cœur du « système », qui entretient toutes les discriminations issues d'un passé parfois lointain pour maintenir des privilèges (le macho blanc hétérosexuel...), pour diviser aussi le camp de la résistance au capitalisme.

Le capitalisme est un système économique et social, entretenu par un système politique et idéologique à son service. C'est en liant le combat pour l'égalité des droits à l'inégalité de classe fondamentale du système qu'on arrivera à le mettre à bas, sinon ce sera un combat sans cesse renouvelé et sans issue.

- La question écologique et environnementale, élargie à la santé, au climat, à la pollution et au respect des animaux. Le fait est que la mondialisation libérale et la globalisation entraîne une meilleure compréhension du capitalisme et de sa nature économique catastrophique, d'autant que les phénomènes ont désormais une ampleur planétaire. Là encore il va falloir sortir de la mobilisation médiatique chère aux écologistes institutionnels plus ou moins radicaux, pour articuler le combat avec une critique radicale du capitalisme en tant que mode de production destructeur de l'homme et de la nature.

### QUELS AXES ET QUELLES PRIORITÉS POUR LES MILITANTS QUI PERSISTENT À SE REVENDIQUER DU COMMUNISME?

- Nous devons être particulièrement clairs sur le libéralisme : ce n'est nullement un système particulier, mais **la forme actuelle** de l'impérialisme mondialisé. Tous les réformistes (même très radicaux) qui prétendent en revenir au passé, au capitalisme étatique réputé à visage un peu plus humain doivent être démasqués pour ce qu'ils sont : des défenseurs de l'exploitation et de la domination impérialiste, dans le cadre de la guerre économique mondialisée. Le combat contre le libéralisme n'est que la forme actuelle du combat contre le capitalisme.

- Le réformisme prétend qu'à l'heure de la mondialisation libérale, le combat regroupe désormais tous « les gens » contre « l'oligarchie financière ». Au contraire, nous affirmons que la question de classe et la centralité ouvrière sont toujours au cœur d'un véritable changement de système. Pas au sens d'une centralité économiste ou ouvriériste, mais dans le sens où c'est l'exploitation qui est au cœur du capitalisme, un mode de production économique catastrophiste, et seulement ensuite un système de domination. Et cela, nous pouvons le faire vivre concrètement dans ses manifestations : pénibilité, sans-papiers, sous-traitance, guerre économique mondialisée, licenciements et restructurations, retraites, pauvreté et misère croissante, catastrophes écologiques...

- Une des caractéristiques de l'impérialisme à l'heure de la mondialisation libérale, c'est l'individualisme, le particularisme, la flexibilité au plan économique, et cela se retrouve dans les progrès de l'idéologie individualiste dans toutes les sphères de la société, de la politique, de la culture, du comportement social. Nous devons combattre toutes ces tendances à l'individualisme, au corporatisme, au particularisme. C'est le collectif, l'universalisme, qui est au cœur du communisme, et c'est un projet collectif que nous devons construire, pas l'addition de perspectives particulières, ce n'est que dans le cadre collectif que nous

pourrons prendre en charge les particularismes.

- Nous devons toujours mettre en avant la question de l'organisation et de la construction d'un parti communiste, même si dans la période actuelle cela est particulièrement à contre-courant. Il faut faire des écoles, créer des cercles communistes, et c'est ce que nous faisons. Contre les tendances à l'anarchisme et à l'individualisme reflètes de la période actuelle, c'est l'organisation d'avant-garde que nous devons persister à revendiquer et construire.

Et pour cela, nous devons nous démarquer nettement de tous les aspects du réformisme, ce que nous avons négligé ces dernières années, en menant le débat fraternel et la critique constructive, mais sans concession.

- Il nous faut mener une critique de classe de la domination patriarcale, du sexisme, de l'homophobie, une critique de classe du racisme et de la domination néo-coloniale. Si nous avons des positions de principe bien établies, nous avons du chemin à faire, des erreurs à corriger. Il nous faut intégrer plus systématiquement l'écologie, la critique du patriarcat et la lutte antiraciste à notre critique du capitalisme.

- La mondialisation libérale et la concurrence accrue font tomber tous les masques réformistes de réforme du capitalisme (en Europe, l'échec du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » en Amérique Latine...), par la réalité même de la globalisation planétaire, économique, écologique, migratoire, idéologique et militaire. Nous devons renforcer l'internationalisme et l'anti-impérialisme de classe, en particulier le soutien aux peuples en lutte, au premier chef les peuples palestinien et kurde, écrasés par tous les impérialismes et le sionisme.

